



## DIGOUTAGE

Par Arris Touffan

### Jeu de mains

Dans les événements qui agitent Béjaïa depuis le 2 janvier, et qui ont l'air d'aller crescendo, nos officiels incriminent sereinement une «main intérieure». Il y a de quoi dérouter que ce ne soit pas, pour une fois, cette fichue main de l'étranger qui a, comme on le sait, bon dos !

Mais encore ?... Quand on dit que la main extérieure se repose un peu pour passer le relais à son homologue de l'intérieur, on n'a strictement rien dit. Car la main intérieure est aussi évanescence et difficile à attraper que la main extérieure. Qui alors ? Va falloir faire des pieds et des mains - intérieures et extérieures - pour trouver quelles forces politiques concrètes poussent à la violence !

A. T.

digoutagesoir@yahoo.fr

## Visites et interrogations

Les deux récentes sorties du ministre de l'Intérieur, respectivement à El-Bayadh et à Guelma, n'ont pas manqué de susciter quelques interrogations chez les observateurs. Ces derniers se disent intrigués par le programme de visites de Noureddine Bedoui dans ces deux wilayas et qui se sont étendues à d'autres secteurs que ceux relevant habituellement des collectivités locales.

### Boulangers en colère

L'Association nationale des boulangers compte saisir les services du ministère du Commerce afin de l'inciter à prendre des mesures contre les revendeurs ambulants de pain. Ainsi, outre le fait que ces revendeurs, exerçant illégalement et de manière totalement informelle, pénalisent les commerçants honnêtes, ils constituent une menace réelle sur la santé des citoyens au vu du non-respect de la moindre mesure d'hygiène, relève-t-on.



### Mustapha Berraf nous écrit

Faisant suite à vos différents articles parus sur votre journal dans la rubrique «Périscop», nous vous saurions gré une nouvelle fois de publier quelques clarifications ayant trait à cette affaire qui remonte, comme l'a rappelé mon prédécesseur, à la gestion du mandat olympique 2009-2013 du Comité olympique et sportif algérien.

L'affaire opposant Alain Barbier au COA a trait, d'une part, à une infraction pénale puisque l'intéressé a perçu une somme d'argent en devises alors que son entreprise se trouvait en liquidation judiciaire (voir extrait K bis).

L'autre élément de poursuites relève du domaine civil puisqu'il se devait de rembourser la somme en question dès qu'il percevrait le montant des prestations par l'Office national du tourisme (ONT), organisme responsable chargé du stand algérien du Village africain des Jeux olympiques de Londres 2012.

L'opération de transfert a bel et bien été effectuée par l'ONT mais n'a pu se concrétiser en raison du fait que le compte de la société PIXOM CMC était déjà liquidé par voie judiciaire.

Quant aux affaires opposant le COA à Alain Barbier, pendantes auprès de la justice algérienne et des instances concernées à l'étranger, s'agissant de dossiers en cours de traitement, le COA s'abstient de faire tout commentaire à ce sujet.

Président du Comité olympique et sportif algérien, Mustapha Berraf

### Un jour, un sondage



Pensez-vous que la classe politique a été à la hauteur lors des récents événements de Béjaïa ?

☐ OUI ☐ NON ☐ Sans opinion

Pensez-vous que la police algérienne devrait adopter une autre tenue vestimentaire ?

#### Résultat sondage

OUI :	NON :	S. OPINION :
53,9%	35,9%	10,2%



### SOIT DIT EN PASSANT

## Là où la France combat le terrorisme !

Il est des jours comme ça où alors qu'une année en chasse une autre, on se surprend à espérer qu'elle ne sera pas aussi meurtrière que celle écoulée. Et alors que je revois défiler les effroyables images des violents affrontements en Syrie et en Irak, je repense aux sanglants attentats qui ont endeuillé certains pays dont on se demande s'ils sont engagés contre le terrorisme ou auprès de ceux qu'ils appellent les rebelles et qu'ils préfèrent soutenir sous prétexte qu'ils constitueraient l'opposition idéale à un régime autoritaire qui a l'affront de résister alors que l'on voudrait l'abattre à tout prix. Lorsque la France de

François Hollande perd des gens dans une salle de spectacle ou sur une terrasse de café, elle comprend qu'elle n'a pas droit à l'erreur, ne connaîtra plus de répit et engagera une chasse à l'homme sans précédent au cours de laquelle elle fera montre d'une fermeté exemplaire. Comme celle qui consiste à juger des mineurs, terroristes présumés en mission dans l'Hexagone.

Des tueurs dont elle ne connaît pas le visage tandis qu'eux travaillent à l'abri des regards sur des cibles futures, peut-être déjà repérées. Lorsque j'ai lu, il y a quelques mois, qu'une mineure de 16 ans, dite «très radicalisée», avait été mise en

examen puis écartée pour avoir mis en émoi tout un pays, j'ai repensé à ce jour de janvier 1992, où François Mitterrand, le président français de l'époque, avait sommé le pouvoir algérien de revenir à la légalité des urnes. Le ministre de l'Intérieur de l'ancienne France coloniale, qui s'était prononcé en faveur d'une Algérie française, avait osé en remettre une couche en s'élevant contre la volonté des Algériens de gérer librement leurs affaires internes.

Aujourd'hui, je me demande si ce qui arrive n'est pas, quelque part, l'une des conséquences d'une complaisance affichée à l'encontre du terrorisme islamiste algé-

Par Malika Boussouf  
malikaboussouf@yahoo.fr



rien. Ils sont nombreux à se retourner contre les systèmes établis. Aujourd'hui, une cinquantaine d'adolescents dont 14 filles sont mis en examen pour radicalisation et volonté supposée de passer à l'acte. On est tellement loin du «qui tue qui ?» d'alors !

M. B.